



COMITÉ TECHNIQUE DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Compte-rendu du 21 novembre 2019

Où la stratégie de l'évitement du DAP...

Après avoir refusé de siéger au CTAP du 7 novembre 2019, afin d'exprimer une nouvelle fois, face au DAP, notre opposition à la mise en place du plan de requalification du Corps de Commandement qui impactera tous les personnels de surveillance, nous constatons lors de ce CTAP de repli une première : **l'absence du directeur de l'administration pénitentiaire**, principal instigateur de ce plan et **déjà absent lors du dernier Comité Technique Ministériel** pour évoquer la suppression de l'article 10. Il semble que l'Énarque ait opté pour la stratégie de l'évitement !

L'évitement est un mécanisme pour lutter contre ses angoisses ou ses peurs, mais chacun sait que la meilleure solution pour lutter contre ses peurs quand on est phobique c'est pourtant de les affronter !

Les deux principaux points à l'ordre du jour de ce CTAP étaient :

1 - LE PROJET D'ARRÊTÉ FIXANT LES POSTES D'OFFICIERS QUI RESTERONT EN CATÉGORIE B ET QUI NE SERONT DONC PAS CARTOGRAPHIÉS POUR DEVENIR DES POSTES DE CSP, EN CATÉGORIE A

FO Pénitentiaire a proposé 4 amendements afin de faire basculer les 800 postes d'officiers devant rester en catégorie B vers la catégorie A et permettre ainsi que tous les officiers d'aujourd'hui voient leur poste cartographiés CSP, tout en maintenant la fusion du grade de lieutenant/capitaine.

OUI nous défendons encore et toujours la fusion du grade pour tous : Surveillant / Brigadier et 1^{er} surveillant / Major, n'en déplaise à nos détracteurs, et ce depuis longtemps déjà...

L'UFAP-Unsa justice et le SPS n'ont pas voté en faveur de ces amendements préférant s'abstenir. Le SPS reste fidèle à sa ligne de conduite (*s'abstenant sur tous les sujets*) mais pour L'UFAP, cela reste surprenant de ne pas avoir saisi cette occasion de faire évoluer ce plan de requalification en votant pour les amendements qui auraient permis de joindre les actes à leur propagande, visiblement mensongère. Pour autant, ils ont fait le choix de définitivement anéantir les Officiers et le CEA.

En s'abstenant de voter en faveur de ces amendements, ils démontrent leur stratégie qui n'est pas de tirer la profession vers le haut, mais de la tirer davantage vers le bas.

Le représentant UFAP des officiers s'est alors lancé dans « une courte démonstration » tentant de convaincre l'assemblée en expliquant qu'effectivement ce n'était pas une réforme ni un plan de requalification mais un « **plan de promotion** »... Visiblement une nouvelle stratégie d'enfumage de ce syndicat qui semble bien avoir du mal à expliquer aux personnels ce qu'ils ont signé et qui reste incapable de faire avancer ce plan de requalification ou plan de promotion, peu importe la sémantique si chère à son secrétaire général, ça reste **un plan au rabais qui va tuer la promotion sociale pour la majorité des personnels de surveillance.**

Sans surprise, l'administration ne retiendra pas non plus les amendements faits par FO Pénitentiaire.

2 – LA GÉNÉRALISATION DU « CONTRÔLE ÉLECTRONIQUE DE PRÉSENCE », COMPRENEZ LE DÉPLOIEMENT DU BADGEAGE OBLIGATOIRE DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS ET POUR TOUS

Tous les syndicats présents (FO, UFAP et SPS) se sont opposés à ce projet. Pour **FO Pénitentiaire**, non opposé au principe du badgeage, nous restons contre les conditions fixées par l'administration qui ne reprennent pas la totalité des amendements que nous avons formulé dès le début du projet de note, à savoir :

- Refus du maintien d'un delta,
- Refus d'écrire clairement que les badgeuses doivent être positionnées en nombre suffisant à la Porte d'entrée des établissements,
- Refus de comptabiliser systématiquement chaque dépassement du temps de travail quotidien ;

Et pire, **cette note acte la fin pour les personnels de faire des changements de service**, garantie d'un précaire équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, face à une administration qui maintien une gestion comptable plutôt que personnelle... et dire qu'après, **celle-ci cherche toujours à comprendre pourquoi la fidélisation des personnels reste un échec !**

FO Pénitentiaire constate que le premier de cordée de cette administration, poussé par son cogestionnaire habituel, fait fi des mois et des années futures, puisque quand lui ne sera plus là, **les personnels resteront bloqués sans ascenseur social interne, sans reconnaissance ni mérite, sans soutien.**

DEPUIS PLUS DE DEUX ANS, FO PÉNITENTIAIRE DÉNONCE LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LES PERSONNELS VONT ÉVOLUER, ET L'ABSENCE DE TOUT INTÉRÊT POUR LE CORPS D'ENCADREMENT ET D'APPLICATION DANS CE PLAN DE REQUALIFICATION.

Les Représentants **FORCE OUVRIÈRE** au CTAP

Le 22 novembre 2019